

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/245
21 octobre 2004

(04-4469)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ("LA CHINE")

Questions des États-Unis à la Chine

I. NOTIFICATIONS

1. Les États-Unis se félicitent de la présentation par la Chine de 18 notifications au titre de l'Accord OTC en 2004. Ils encouragent la poursuite de la mise en œuvre par la Chine des prescriptions de l'Accord OTC en matière de notification. Toutefois, neuf des 18 notifications présentées en 2004 ont été reçues après l'adoption des règlements (G/TBT/N/CHN/59, 58, 57, 56, 55, 54, 44, 42, 41) et, pour une notification, la période prévue pour la présentation des observations était seulement de deux semaines (G/TBT/N/CHN/45). Les États-Unis sont également conscients du fait que des procédures d'évaluation de la conformité et les règlements techniques chinois n'ont pas été notifiés comme le prescrit l'Accord OTC, en particulier ceux qui ont été adoptés par des ministères et des organismes autres que l'Administration générale de la Chine pour le contrôle de la qualité, l'inspection et le contrôle sanitaire (AQSIQ) et l'Administration de la normalisation de la Chine (SAC). Ainsi, les *Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques*, ont été publiées par l'Administration pour la protection de l'environnement (SEPA) le 12 septembre 2003 (pour entrer en vigueur le 15 octobre 2003), sans avoir été notifiées aux Membres de l'OMC pour observations, et le projet de *Règlement relatif à l'enregistrement des importations et des exportations de produits chimiques dangereux* de la SEPA n'a pas encore été notifié aux Membres de l'OMC pour observations.

- a) Quelles sont les mesures prises actuellement par la Chine (et spécialement par le Ministère du commerce) pour recenser et notifier tous les règlements techniques et toutes les procédures d'évaluation de la conformité qui ont été proposés et satisfont aux critères de l'Accord OTC, et non pas uniquement les règlements et procédures qui sont publiés par l'AQSIQ ou la SAC?
- b) De quels mécanismes dispose la Chine pour faire en sorte que ses ministères et organismes d'État (c'est-à-dire, ceux qui figurent au paragraphe 14 du document G/TBT/2/Add.65) prévoient un délai raisonnable pour recevoir des commentaires concernant les propositions?
- c) Quelles mesures la Chine prend-elle actuellement pour s'assurer que les notifications à venir seront envoyées dès qu'un projet sera disponible et en temps opportun pour que les éventuelles modifications puissent encore être prises en considération?

II. MODIFICATIONS DU SYSTÈME DE NORMALISATION ET DE RÉGLEMENTATION CHINOIS

2. Le 18 juin 2004, la SAC a fait distribuer un projet de rapport intitulé "Étude pour l'élaboration d'un système national de normes techniques" pour permettre au public de formuler des observations. Le projet de rapport indique que la transparence est un élément primordial du système de normes chinois. L'une des conditions essentielles, selon le projet de rapport, est que "le processus de formulation et de modification des normes soit ouvert et transparent, de sorte que toutes les parties concernées puissent y prendre part, qu'elles soient avantagées ou désavantagées". Le 24 septembre 2004, la SAC a publié un autre projet de rapport intitulé: "Étude de la stratégie de la Chine en matière de développement des normes techniques". Ce projet, qui vise essentiellement le secteur de la haute technologie et la compétitivité de la Chine dans le domaine industriel, insiste en outre sur l'importance de l'"ouverture", de la "transparence du mécanisme de normalisation", et d'une "réflexion approfondie à l'égard des observations formulées par chacune des parties intéressées par les normes".

- a) Nous souhaiterions obtenir des renseignements actualisés concernant les modifications que la Chine se propose d'adopter dans ce domaine. Dans quelle mesure est-il envisagé de permettre aux parties intéressées des autres Membres de l'OMC de prendre part au processus d'élaboration des normes en Chine?
- b) De nouveaux règlements ou d'autres mécanismes seront-ils mis en place pour garantir une meilleure coordination entre les ministères et les organismes dans le cadre de la création de normes et de règlements techniques?

3. En juin 2004, la SAC a publié le document n° 19 "Réponse à la demande concernant l'adaptation des organismes administratifs de normalisation du commerce intérieur et extérieur" (prenant effet le 1^{er} juillet 2004). Le document n° 19 expose les modifications des responsabilités en matière de normalisation au sein du gouvernement chinois et décrit en outre un nouveau système de classification des normes selon lequel la classe "WM" englobe les normes liées au commerce extérieur et la classe "SB" désigne les normes liées au commerce intérieur. Conformément au document n° 19, les normes WM et SB semblent relever à présent du Ministère du commerce.

- a) Comment les classes WM et SB se situent-elles par rapport à la classe GB? Les normes SB et WM seront-elles facultatives ou obligatoires?
- b) Le document n° 19 indique que le Ministère du commerce interviendra dans "la formulation de normes liées au commerce, [et] dans la promotion et l'application de normes liées au commerce". Qu'entend-on par "normes liées au commerce"?
- c) Quelle est la différence entre les normes "liées au commerce extérieur" et les normes "liées au commerce intérieur" décrites dans le document n° 19? Quel ministère ou organisme détermine la catégorie dont relève une norme particulière? Quels sont les critères appliqués pour effectuer cette détermination? Pourquoi y a-t-il une distinction entre normes "liées au commerce extérieur" et normes "liées au commerce intérieur"?
- d) Les responsabilités relatives à l'évaluation de la conformité (comme la marque CCC gérée par l'Administration de la certification et de l'accréditation) seront-elles modifiées?

III. NORMES INTERNATIONALES

4. Au paragraphe 184 du rapport du Groupe de travail, en réponse aux préoccupations des Membres concernant le fait que la Chine n'utilisait pas les normes pertinentes et disponibles comme base de certains de ses règlements techniques existants, la Chine s'est engagée à publier, dès son accession, les procédures de mise en œuvre de l'article 2.7 de l'Accord OTC qui demande aux Membres d'envisager de manière positive d'accepter comme équivalents les règlements techniques des autres Membres, même si ces règlements diffèrent des leurs, à condition d'avoir la certitude que ces règlements remplissent de manière adéquate les objectifs de leurs propres règlements. La Chine a également indiqué que l'utilisation des normes internationales comme base des règlements techniques avait atteint 40 pour cent.

- a) Où en est la Chine de la publication des procédures de mise en œuvre de l'article 2.7?
- b) Quel est, actuellement, le pourcentage de règlements techniques basés sur des normes internationales?

5. Les mesures que la Chine a adoptées depuis son accession à l'OMC, y compris les Mesures administratives concernant l'adoption des normes internationales, ainsi que les observations qu'elle a faites durant des réunions antérieures du Comité OTC, sembleraient limiter la définition qu'elle donne des normes internationales à celles qui sont promulguées par l'ISO, la CEI et l'UIT. Cependant, l'Accord OTC ne prévoit pas que les Membres doivent se limiter à utiliser les normes promulguées par des entités données, pas plus qu'il ne contient une liste d'entités jugées appropriées aux fins de mettre en œuvre ses dispositions. En revanche, le Comité OTC a défini des principes qui devraient guider les Membres dans leur participation aux travaux des organismes internationaux ainsi que dans leur utilisation des normes, recommandations et lignes directrices établies par ces organismes (G/TBT/1/Rev.8 (IX)). C'est aux Membres de l'OMC (et non aux organismes internationaux eux-mêmes) qu'il incombe de mettre en œuvre la décision du Comité OTC. Comme nous l'avons déjà indiqué, dans des consultations bilatérales et lors de réunions de ce comité, nous craignons que l'approche restrictive de la Chine ne limite son aptitude à respecter ses obligations au regard de l'OMC et ne l'empêche de choisir la meilleure norme existante, efficace et appropriée pour réaliser un objectif légitime. Nous avons donné des exemples illustrant ce problème dans les observations que nous avons formulées en réponse à des notifications spécifiques de la Chine. Nous faisons observer qu'au cours de discussions récentes avec le gouvernement et les associations professionnelles des États-Unis, les fonctionnaires chinois ont indiqué que la Chine ferait usage de "normes étrangères avancées" au cas où il n'existerait aucune norme "internationale" (c'est-à-dire, selon la définition donnée par la Chine dans les Mesures administratives concernant l'adoption des normes internationales, aucune norme de l'ISO, de la CEI et de l'UIT) ou si ces normes n'étaient pas appropriées.

- a) Prière de préciser la politique chinoise concernant l'utilisation de normes internationales autres que les normes promulguées par l'ISO, la CEI et l'UIT.
- b) La Chine a-t-elle adopté des mesures régissant l'utilisation de normes internationales autres que celles qui ont été publiées par l'ISO, la CEI et l'UIT? Dans l'affirmative, prière de les désigner et de les décrire.

IV. PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

6. Au paragraphe 192 du Rapport du Groupe de travail, la Chine est convenue de ne pas maintenir de procédures d'évaluation de la conformité multiples ou faisant double emploi ni d'imposer de prescription visant uniquement les produits importés. Par exemple, les essais annuels effectués dans le cadre du système CCC comprennent des prescriptions en matière d'essais de sécurité des

produits qui sont pratiquement identiques à celles qui concernent les essais effectués tous les quatre ans par l'Administration nationale de l'alimentation et des médicaments. Actuellement, les laboratoires chinois qui réalisent ces essais de sécurité présentent les mêmes résultats aux deux organismes mais continuent de facturer deux essais aux entreprises. Veuillez faire le point sur les mesures que la Chine a prises, ou a l'intention de prendre, pour éliminer les prescriptions restantes relatives à l'évaluation de la conformité qui font double emploi, par exemple entre la marque CCC et le Ministère de l'industrie de l'information, ou entre la marque CCC et l'Administration nationale pour les médicaments. La Chine envisage-t-elle d'accroître sa participation au système OC de manière à y inclure les appareils médicaux?

7. Les États-Unis croient comprendre que depuis son accession à l'OMC, le 11 décembre 2001, la Chine a conclu un Accord de reconnaissance mutuelle avec le Brésil (G/TBT/10.7/N/41) relatif à l'étalonnage et aux procédures d'accréditation des laboratoires d'étalonnage et d'essais. La Chine a-t-elle conclu d'autres accords relatifs à la reconnaissance des résultats des procédures d'évaluation de la conformité? Dans l'affirmative, prière de fournir une liste et une description de ces accords.

8. Dans la liste des services jointe à son Protocole d'accession, la Chine s'est engagée à autoriser, dès l'accession, les fournisseurs de services étrangers exerçant l'activité de prestataires de services d'inspection dans leur pays d'origine depuis plus de trois ans à établir des coentreprises à participation étrangère minoritaire dans le domaine des essais techniques et dans celui de l'inspection et de l'analyse des cargaisons, et à les autoriser à créer des coentreprises à participation étrangère majoritaire au plus tard deux ans après l'accession (et des filiales à capital entièrement étranger quatre ans après l'accession). Au paragraphe 195 du rapport du Groupe de travail, la Chine a ratifié ses engagements comme suit: "En ce qui concernait les organismes d'évaluation de la conformité étrangers ou constitués en coentreprises, certains membres du Groupe de travail ont signalé que la Chine ne devrait pas maintenir de prescriptions ayant pour effet d'entraver le fonctionnement de ces organismes, sauf indication contraire dans la Liste d'engagements spécifiques de la Chine. Le représentant de la Chine a répondu que celle-ci ne maintiendrait pas de telles prescriptions. Certains membres ont également fait observer que tous les organismes d'évaluation de la conformité étrangers ou constitués en coentreprises qui répondaient aux prescriptions de la Chine devraient pouvoir être accrédités et bénéficier du traitement national. Le représentant de la Chine a confirmé que les prescriptions en matière d'accréditation seraient transparentes et accordaient le traitement national aux organismes d'évaluation de la conformité étrangers. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."

9. Les États-Unis croient savoir qu'à ce jour la Chine a habilité 68 entreprises chinoises à effectuer des essais et à délivrer des certifications aux fins de la marque CCC, mais n'a accordé cette prérogative à aucune entreprise à participation étrangère. La Chine a également indiqué qu'elle donnerait ce pouvoir à d'autres entreprises.

- a) Quand la Chine prévoit-elle de donner ce pouvoir à d'autres entreprises?
- b) La Chine a-t-elle l'intention de se soumettre à l'obligation de non-discrimination et d'accorder ce pouvoir à des entreprises étrangères?
- c) Les États-Unis remercient la Chine d'avoir habilité certaines entreprises étrangères sélectionnées à réaliser le suivi annuel et d'avoir autorisé que ces essais soient effectués hors de son territoire. La Chine a-t-elle l'intention de donner cette possibilité à d'autres entreprises étrangères?

10. Dans le *Premier catalogue de produits pour lesquels la certification est obligatoire*, la liste des produits pour lesquels la marque CCC est exigée comprend actuellement 132 catégories. La Chine a indiqué qu'elle réviserait cette liste dans l'avenir.

- a) Quand la Chine se propose-t-elle de réviser la liste des produits pour lesquels la marque CCC est exigée, et de notifier les projets de modifications aux Membres de l'OMC afin que ceux-ci fassent leurs observations?
- b) Au moment de réviser la liste des produits exigeant la marque CCC, la Chine envisagera-t-elle la possibilité de supprimer certains produits (les produits et/ou les composants à faible risque, par exemple) pour lesquels une certification obligatoire n'est sans doute plus justifiée?
- c) Quelle est la période de transition prévue avant que la marque CCC ne soit exigée sur de nouveaux produits?

V. RÈGLEMENTS RELATIFS AU RECYCLAGE DES DÉCHETS

11. Vers la fin de l'année 2003, l'AQSIQ a publié l'Avis n° 115-2003 faisant obligation aux exportateurs de déchets recyclés à destination de la Chine de s'inscrire auprès de l'AQSIQ. Alors que cet avis fixait un délai expirant le 1^{er} juillet 2004, c'est seulement le 8 mai 2004 que l'AQSIQ a publié l'Avis n° 48-2004, indiquant les procédures et conditions de fond auxquelles les exportateurs de déchets recyclés devaient satisfaire pour s'inscrire auprès de l'AQSIQ. Et ce n'est pas avant le 14 juillet 2004 que les Membres de l'OMC ont reçu la notification correspondante (G/TBT/N/CHN/56, 57 et 58), d'ailleurs sans possibilité d'émettre des observations. Par la suite, l'AQSIQ a fait preuve d'une certaine souplesse en acceptant de prolonger le délai de présentation des demandes jusqu'au 1^{er} août 2004. En même temps, toutefois, les États-Unis croient comprendre que les exportateurs qui ont laissé passer la date butoir du 1^{er} août 2004 ne pourront pas présenter de demande d'inscription avant un certain laps de temps, qui n'a pas été précisé. Les États-Unis ont-ils raison de comprendre que l'AQSIQ refusera d'accepter les demandes déposées après le 1^{er} août, qu'elles émanent d'exportateurs déjà établis ou de nouveaux exportateurs? Dans l'affirmative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles l'AQSIQ empêche ces exportateurs de présenter une demande d'inscription. Tout en admettant que l'AQSIQ puisse avoir une raison légitime pour exiger que ces exportateurs mènent à bien le processus d'inscription et obtiennent un numéro d'inscription avant d'exporter vers la Chine, les États-Unis ne voient pas ce qui pourrait justifier qu'on les empêche de s'inscrire en ne leur permettant pas de demander cette inscription.

12. Les États-Unis croient savoir que l'AQSIQ n'a donné aux exportateurs qui ont déposé des demandes avant la date butoir du 1^{er} août qu'une seule possibilité de rectifier des demandes incomplètes et que toutes les rectifications devaient être reçues par l'AQSIQ avant le 30 septembre 2004.

- a) Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles l'AQSIQ ne donne aux exportateurs qu'une seule possibilité et un délai limité pour corriger les demandes incomplètes.
- b) Les exportateurs qui n'auront pas respecté la date du 30 septembre seront-ils dans l'impossibilité d'expédier des déchets recyclés vers la Chine après le 1^{er} novembre 2004?

VI. ALCOOLS DISTILLÉS

13. La Chine impose une norme obligatoire sur les alcools distillés (GB2757-81) qui fixe des limites maximales aux substances naturelles, connues sous le nom d'alcools supérieurs ou huiles de fusel, qui apparaissent au cours du processus de production. Toutefois, le Comité mixte d'experts des additifs alimentaires FAO/OMS aussi bien que les responsables américains de la réglementation en matière de produits alcooliques sont arrivés à la conclusion que les alcools supérieurs sont sans danger pour la consommation humaine. Les États-Unis engagent vivement la Chine à supprimer cette norme,

à moins qu'elle soit en mesure de justifier sur la base de preuves scientifiques que les alcools supérieurs sont, d'une manière ou d'une autre, dangereux pour la santé humaine.

- a) Quelles preuves scientifiques la Chine utilise-t-elle pour justifier la nécessité de fixer une limite aux alcools supérieurs dans les alcools distillés?
- b) Les États-Unis croient comprendre que la Chine envisage de réviser cette norme. Dans l'affirmative, à quelle date une telle mesure serait-elle prise? Quand la Chine a-t-elle l'intention de notifier les révisions proposées?

14. Par ailleurs, la Chine impose diverses prescriptions en matière d'étiquetage des alcools distillés. Elle demande, par exemple, que les étiquettes des produits alcooliques mentionnent une "date de mise en bouteille". Cependant, la pratique internationale relative aux vins et spiritueux n'exige pas que la date de fabrication (date de production ou de mise en bouteille) soit spécifiée. Dans la mesure où de nombreux produits alcooliques sont composés d'un mélange d'alcools de périodes de vieillissement différentes, il n'est souvent pas possible de préciser une "date de fabrication" unique qui ne représenterait pas l'âge véritable et induirait les consommateurs en erreur quant à l'âge réel du produit. Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles la "date de mise en bouteille" est demandée sur les étiquettes des produits alcooliques.

15. La Chine peut-elle confirmer que les prescriptions concernant la liste des ingrédients/additifs s'appliquent uniquement aux ingrédients/additifs présents dans le produit final et que les boissons alcooliques composées d'un seul ingrédient en sont expressément exemptées, ainsi que le spécifie la Norme générale de la Commission du Codex Alimentarius pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985 (Rev.1-1991))?

16. Concernant les règlements chinois relatifs aux étiquettes de sécurité, les États-Unis admettent que la taille des polices de caractères utilisées pour les renseignements qui doivent obligatoirement figurer en chinois puisse être réglementée aux fins de lisibilité, mais ne voient pas clairement pourquoi la taille de la police figurant sur l'étiquette de sécurité ne peut pas être ajustée selon la bouteille, de manière à ne pas masquer l'étiquette du producteur. Quelle est la justification de cette restriction? La Chine envisagera-t-elle de donner aux producteurs la liberté de décider du format des renseignements devant figurer en chinois sur les étiquettes de sécurité dans la mesure où l'objectif d'informer le consommateur est respecté?

17. Afin de contribuer à protéger les produits alcooliques contre la contrefaçon, la Chine envisagerait-elle de permettre uniquement au propriétaire de la marque de fabrique ou au producteur de déposer la demande d'utilisation de l'étiquette de sécurité obligatoire?

VII. PRODUITS CHIMIQUES

18. Les *Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques*, publiées par la SEPA le 12 septembre 2003, disposent que toute nouvelle substance chimique doit être testée et enregistrée avant d'être introduite sur le marché chinois. Les États-Unis se félicitent des efforts déployés par la Chine pour protéger l'environnement, mais observent que la mise en œuvre de ce règlement se heurte à des obstacles importants.

- a) Avant la mise en œuvre des *Dispositions sur l'administration environnementale des nouvelles substances chimiques*, le 15 octobre 2003, la Chine a créé l'Inventaire des substances chimiques existantes en Chine qui réunit l'ensemble des produits chimiques qui étaient présents avant cette date sur le marché chinois. Les États-Unis croient toutefois savoir que les produits chimiques commercialisés avant la mise en

œuvre ne figurent pas tous sur ce registre. Quelle est la procédure permettant d'ajouter ces substances au registre?

- b) À la connaissance des États-Unis, il n'existe pas de preuves scientifiques suffisantes démontrant la présence d'espèces végétales et animales particulières à la Chine qui justifieraient que les tests toxicologiques soient réalisés dans des laboratoires chinois. En conséquence, la Chine acceptera-t-elle des tests toxicologiques exécutés dans d'autres pays réglementés?
- c) Les États-Unis croient savoir qu'une exemption est accordée sur les faibles volumes importés à des fins de recherche et de développement. La Chine envisagerait-elle d'étendre cette exemption visant les faibles volumes à d'autres produits chimiques importés en petites quantités (moins d'une tonne par an, par exemple)?
- d) Les États-Unis croient comprendre que l'approbation définitive concernant les substances chimiques est octroyée par un comité exécutif d'étude. Veuillez fournir l'identité des membres de ce comité.
- e) Veuillez préciser quels sont les facteurs dont le Comité tient compte pour prendre ses décisions.
- f) Après que le Comité a approuvé une substance chimique, veuillez décrire la procédure appliquée pour ajouter ce produit à l'inventaire de substances chimiques existantes en Chine.

VIII. IDENTIFICATION PAR RADIOFRÉQUENCE

19. Les États-Unis croient savoir que le Groupe de travail de l'identification par radiofréquence de la Chine élabore actuellement une politique concernant cette identification. Les États-Unis espèrent que la politique que choisira la Chine, dans le cadre de ce processus de formulation, sera aussi peu restrictive pour le commerce qu'il est nécessaire pour que le pays atteigne des objectifs légitimes en matière de politique générale. Les États-Unis trouveraient inquiétant que la Chine adopte une politique imposant une norme obligatoire d'identification par radiofréquence qui serait incompatible avec les normes internationales et limiterait les possibilités, pour les entreprises et les consommateurs, d'adapter les techniques respectives à leurs nécessités actuelles et futures.

- a) Quand la Chine prévoit-elle de notifier une norme ou un règlement en matière d'identification par radiofréquence de façon à permettre aux Membres de l'OMC intéressés de formuler des commentaires à ce sujet?
- b) La Chine a-t-elle l'intention d'utiliser les normes internationales pertinentes comme base pour les normes ou les règlements qu'elle adoptera en matière d'identification par radiofréquence? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi les normes internationales pertinentes seraient inefficaces ou inappropriées pour réaliser les objectifs légitimes de la Chine.

IX. PRODUITS COSMÉTIQUES

20. Les États-Unis croient savoir qu'à la différence des producteurs nationaux, qui sont seulement tenus de présenter une déclaration après le lancement d'un produit sur le marché, les importateurs doivent obtenir une homologation, longue et onéreuse, avant la mise sur le marché de leurs produits. Comment la Chine justifie-t-elle ce traitement différencié et contraignant des produits importés, compte tenu de ses obligations en matière de traitement national?

21. Les États-Unis sont préoccupés par l'existence de prescriptions superflues en matière d'homologation des produits cosmétiques. Ainsi, les produits étrangers qui ont été homologués pour l'importation sont soumis à une nouvelle homologation locale pour toute vente en dehors de Beijing. En outre, la procédure exigée par l'AQSIQ avec celle qui est requise par le Ministère de la santé font à certains égards double emploi. Quelles sont les mesures prévues par la Chine pour supprimer ces redondances du processus d'homologation?
